

AFGHANISTAN



Présence prévue du HCR en 2014

Nombre de bureaux	12
Total personnel	300
Effectif international	34
Effectif national	255
JEA	1
Volontaires des Nations Unies	8
Autres	2

Aperçu

Environnement opérationnel

- 2014 est une année de transition capitale pour l'Afghanistan, avec des élections présidentielles prévues en avril 2014 et le retrait des forces de sécurité internationales planifié pour la fin de l'année. La communauté internationale s'accorde à penser que l'assistance au renforcement des institutions demeurera nécessaire pendant la période de transition.
- Dans ce contexte, la situation sécuritaire en Afghanistan restera probablement complexe. Le nombre de déplacés internes est actuellement estimé à quelque 600 000 personnes et ce chiffre pourrait encore augmenter en 2014. Bien que le Gouvernement afghan respecte le principe de non-refoulement, les demandeurs d'asile et réfugiés font face à des préoccupations pour leur protection en rapport avec la situation de sécurité précaire et les difficultés qu'ils rencontrent pour avoir accès aux services essentiels.
- Le retrait des forces internationales devrait avoir des conséquences sur la situation sécuritaire, ce qui pourrait entraver l'accès du HCR à certains sites et communautés.

- L'Afghanistan continue de connaître de graves défis humanitaires, qui sont exacerbés par la situation sécuritaire, l'incertitude économique et la capacité limitée du Gouvernement pour donner accès aux services de base. Les ONG nationales et internationales, qui ont assuré des services essentiels aux communautés les plus vulnérables, seront peut-être limitées pendant la période de transition. En outre, la poursuite du conflit, la sécheresse récurrente et d'autres catastrophes naturelles, l'urbanisation rapide et un nombre particulièrement élevé de jeunes dans le pays représentent des défis formidables pour les activités destinées à encourager les retours et créer un environnement propice à la réintégration durable. Une diminution du nombre des retours de réfugiés peut aussi être associée à une incertitude accrue en matière de sécurité, dans la perspective des élections de 2014 et du retrait des forces de sécurité internationales. L'Afghanistan demeure l'opération de rapatriement la plus vaste au monde et plus de 5,7 millions de réfugiés afghans (soit un quart de la population du pays)

sont rentrés chez eux de leur plein gré depuis 2002. Pourtant, un nombre important de rapatriés n'ont pas été totalement réintégrés, faute de possibilités socio-économiques. Ils ont donc encore besoin d'assistance.

- L'instabilité de la situation socio-économique et sécuritaire est aggravée par l'urbanisation croissante,

beaucoup de rapatriés afghans ayant migré vers les villes et les agglomérations. Ce phénomène contribue à intensifier la pauvreté et le chômage dans les centres urbains. Les défis complexes relatifs à l'urbanisation et aux déplacements demandent à être pris en compte dans des cadres plus larges de gestion et de planification.

Personnes relevant de la compétence du HCR

Les principales populations relevant de la compétence du HCR en 2014 dans le cadre de son opération en Afghanistan seront, selon ses prévisions : des réfugiés afghans revenant en Afghanistan depuis la République islamique d'Iran et le Pakistan, dans le cadre du programme de rapatriement librement consenti, et des rapatriés qui rencontrent des difficultés pour se réintégrer dans la société afghane ; des déplacés internes qui sont forcés de fuir le conflit et l'insécurité générale ou qui cherchent une solution durable pour mettre fin à leur déplacement ; et d'autres citoyens étrangers en quête d'asile en Afghanistan. En 2014, la question de l'apatridie sera examinée afin de recenser les individus qui risquent potentiellement de devenir apatrides.

Chiffres prévisionnels

Type de population	Origine	Déc. 2013		Déc. 2014		Déc. 2015	
		Total dans le pays	Nb personnes assistées par le HCR	Total dans le pays	Nb personnes assistées par le HCR	Total dans le pays	Nb personnes assistées par le HCR
Réfugiés	Pays divers	80	80	90	90	100	100
Assimilés réfugiés	Pakistan	17 000	17 000	18 000	18 000	18 000	18 000
Demandeurs d'asile	Pays divers	70	70	80	80	90	90
Réfugiés rapatriés arrivés pendant l'année	Afghanistan	172 000	172 000	172 000	172 000	172 000	172 000
Déplacés internes	Afghanistan	650 000	650 000	750 000	750 000	800 000	800 000
Déplacés internes de retour pendant l'année	Afghanistan	20 000	20 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Autres personnes relevant de la compétence du HCR	Pays divers	1 020 000	1 020 000	970 000	970 000	780 000	780 000
Total		1 879 150	1 879 150	1 960 170	1 960 170	1 820 190	1 820 190

| Réponse |

Besoins et stratégies

En 2014, la Stratégie de solutions pour les réfugiés afghans continuera de servir de cadre aux activités du HCR. Des enjeux majeurs ont été de répondre aux besoins humanitaires liés au retour et d'investir en faveur de la réintégration durable dans le contexte d'un environnement financier limité. Pendant la prochaine période biennale, le Haut Commissariat se concentrera sur l'appui aux ministères compétents et aux acteurs du développement pour faire en sorte que les zones de forts retours bénéficient d'une priorité adéquate dans la planification et les stratégies nationales de développement, et il demeurera un partenaire stratégique dans ce processus. En outre, il continuera de faciliter le rapatriement librement consenti en Afghanistan, moyennant une assistance initiale à la réintégration, notamment avec des allocations de rapatriement et une aide en matière d'abris.

S'agissant des déplacements internes, le HCR poursuivra son rôle de coordination interinstitutions en dirigeant le module de la protection, l'équipe spéciale nationale sur les déplacés internes, le module des abris d'urgence et des articles non alimentaires. De même, il soutiendra la mise en œuvre de la politique nationale relative aux déplacés internes (qui devrait être achevée courant 2013). Le HCR se tiendra prêt à répondre à d'éventuels nouveaux déplacements induits par le conflit. En tant que cochef de file du module de la protection des déplacés internes en Afghanistan, conjointement avec le Conseil norvégien pour les réfugiés, le HCR consolidera aussi son système de gestion des informations tout au long de 2014, pour renseigner en temps réel sur les mouvements de population provoqués par le conflit, les causes à l'origine des déplacements, les besoins immédiats d'assistance humanitaire et l'approche pour les solutions.

Objectifs et cibles prioritaires en 2014

Le tableau suivant illustre par des exemples quelques-unes des principales activités prévues en 2014. À l'aide d'une sélection d'objectifs, issus des plans du HCR pour le programme de l'exercice 2014-2015, ce tableau est destiné à illustrer :

- ce qui a été prévu (Activités prévues) – lors du processus de planification et de hiérarchisation consécutif à l'évaluation des besoins globaux – pour des groupes particuliers relevant de la compétence du HCR ;
- les besoins identifiés qui peuvent être couverts moyennant l'intégralité et la flexibilité du financement (Cible globale en 2014) ;
- les besoins qui ne seront peut-être pas pris en charge si les fonds mis à disposition sont inférieurs au budget approuvé par le Comité exécutif (Écart potentiel). L'estimation de l'écart potentiel est fondée sur l'évaluation par l'opération dans le pays de l'impact probable d'un manque de financement global. Les calculs sont basés sur divers critères, notamment le contexte, les priorités stratégiques et les ressources qui ont été mises à disposition les années précédentes pour les différents domaines d'activité.

Les activités concernant les objectifs relatifs à la protection de l'enfance (y compris la détermination de l'intérêt supérieur), à l'éducation et à l'action contre la violence sexuelle et sexiste (prévention et réponse), relèvent de domaines fondamentaux, considérés comme prioritaires lors de l'allocation des fonds (Domaine prioritaire). Afin d'être en mesure d'allouer les fonds avec souplesse, le HCR invite ses donateurs à verser des contributions non affectées.

Il convient de préciser que dans certains cas, l'impossibilité d'atteindre les cibles relatives à l'exécution d'activités ou à la prestation de services n'est pas due à un financement insuffisant mais à d'autres causes, par exemple le manque d'accès aux personnes relevant de la compétence du HCR, la non-déclaration des cas, l'évolution de la situation, les problèmes de sécurité, le manque de moyens pour exécuter la totalité des programmes planifiés, etc. Le Rapport global 2014 expliquera, le cas échéant, les raisons pour lesquelles telle ou telle cible n'a pas été atteinte.

ACTIVITÉS PRÉVUES	PERSONNES RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR	CIBLE GLOBALE EN 2014	ÉCART POTENTIEL
Besoins de base et services essentiels			
Abris et infrastructures construits, améliorés et entretenus			
Conformément aux recommandations de l'enquête sur les abris, commanditée en 2012, l'assistance dans ce domaine continuera de constituer la clé de voûte des interventions de réintégration du HCR en 2014, aussi bien pour les déplacés internes que pour les réfugiés rapatriés. Des améliorations coordonnées du processus de sélection des bénéficiaires, du suivi de la construction et de la participation communautaire intensifieront l'impact positif de ce projet.			
Nombre d'abris provisoires fournis	Rapatriés afghans	9 500	8 380
	Déplacés internes	2 380	1 910
Sécurité face à la violence et à l'exploitation			
Le risque de violence sexuelle et sexiste est réduit et la qualité de la réponse améliorée			
Le HCR affine actuellement une stratégie quadriennale de lutte contre la violence sexuelle et sexiste pour les déplacés internes et les réfugiés rapatriés. Elle portera principalement sur les domaines suivants : promouvoir l'établissement de <i>Shuras</i> de femmes pour une meilleure représentation ; faciliter les forums féminins par le renforcement des capacités, tout en encourageant le dialogue sur les questions culturellement sensibles ; aborder les pratiques néfastes comme l'interdiction pour les filles de fréquenter l'école ou les mariages précoces ; encadrer l'éducation des jeunes filles déplacées et rapatriées ; et fournir des informations exactes aux institutions compétentes de manière à créer de nouvelles opportunités pour les jeunes filles et les femmes.			
Nombre de comités/groupes communautaires travaillant sur la prévention et le traitement de la violence sexuelle et sexiste	Rapatriés afghans	80	Domaine prioritaire
	Déplacés internes	160	Domaine prioritaire

Environnement de protection favorable

Législation et politiques définies ou renforcées

Les demandeurs d'asile et les réfugiés font face à des préoccupations en matière de protection en raison de la situation de sécurité précaire et des difficultés qu'ils rencontrent pour avoir accès aux services de base. Le HCR préconise d'inclure cette population dans la prestation des services de base assurés par le Gouvernement.

La politique nationale relative aux déplacés internes, qui devrait être adoptée en 2013, élargira la portée des solutions durables en permettant l'installation sur place. Parallèlement, l'Afghanistan sera l'un des pays pilotes pour la mise en œuvre du cadre du Secrétaire général de l'ONU visant à mettre fin aux déplacements au lendemain d'un conflit. Le HCR continuera de promouvoir la création d'un nouveau forum avec de multiples acteurs sur les solutions en faveur des déplacés internes, nécessaire pour définir une stratégie globale de solutions durables, cohérente avec la Stratégie de solutions pour les réfugiés afghans.

Nombre de commentaires du HCR sur les documents juridiques et les projets fournis	Réfugiés et demandeurs d'asile	11	10
	Déplacés internes	50	20

Solutions durables

Potentiel en matière de rapatriement librement consenti réalisé

Le HCR continuera de faciliter le rapatriement librement consenti vers l'Afghanistan, principalement depuis le Pakistan et la République islamique d'Iran, ainsi que depuis d'autres pays non limitrophes. Les réfugiés afghans qui souhaitent rentrer dans leur pays de leur plein gré recevront une allocation de rapatriement en espèces de 200 dollars E.-U. par personne pour couvrir leur frais de transport et leurs dépenses initiales liées à la réintégration.

Nombre de personnes relevant de la compétence du HCR ayant reçu une allocation en espèces	Rapatriés afghans	172 000	132 120
--	-------------------	---------	---------

Réintégration rendue plus durable

La surveillance systématique de la situation des rapatriés fait l'objet d'une priorité en 2014, afin de garantir une évaluation complète et systématique des besoins. Des interventions auront lieu dans des zones sélectionnées avec une proportion élevée de rapatriés et où l'accès direct est possible. Ces mesures bénéficieront également aux communautés hôtes afin d'accroître leur capacité d'absorption, promouvoir la coexistence et les aider à soutenir les familles rapatriées les plus vulnérables.

Mesure dans laquelle le système de suivi de la réintégration est établi	Rapatriés afghans	100 %	75 %
--	-------------------	-------	------

Potentiel en matière d'intégration réalisé

Les besoins des déplacés internes n'ont pas été surveillés de manière systématique après les évaluations initiales dans l'ensemble de l'opération. Il en a résulté des problèmes, notamment un manque d'information, en particulier sur les déplacements secondaires et les retours spontanés, avec un ajustement limité des données en fonction du suivi. Une priorité essentielle pour 2014 est donc d'améliorer le partage des informations, le suivi et le recueil des données.

Mesure dans laquelle les systèmes de suivi sectoriels ou de zone fournissant des données ventilées sont établis	Déplacés internes	100 %	65 %
--	-------------------	-------	------

Partenaires

Partenaires d'exécution

Organismes gouvernementaux :

Ministère des réfugiés et du rapatriement

ONG :

Afghan Community Rehabilitation Unit, Afghan General Help Coordination Office, Afghan Planning Agency, Afghan Public Welfare Organization, Afghan Society Relief and Care Organization, Afghan Unique Development Organization, Afghanistan Agency for Integrated Development, Afghanistan Human Resources Development Agency, Afghanistan Reconstruction and Planning Department, Afghanistan Rehabilitation and Education Programme, Agence d'aide à la coopération technique et au développement, Agency for Farming Support, Alflah Institute of Higher Education, Ansari Rehabilitation Association for Afghanistan, Central Afghanistan Welfare Committee, Comité international de secours, Communication Development and Social Affairs Charity, Conseil danois pour les réfugiés, Conseil norvégien pour les réfugiés, Cooperation Center for Afghanistan, Coordination of Humanitarian Assistance in Afghanistan, Development and Care Group, Development and Humanitarian Services for Afghanistan, Development of Afghan Women Organization, Engineering Rehabilitation Association for Afghanistan, Green Way Organization, Gruppo Volontariato Civile, Human Dignity Society, Humanitarian Action for the People of Afghanistan, Humanitarian Organization for Local Development, INTERSOS - Italie, Justice and Civil Society Support Organization, Mediothek Afghanistan, New Consulting and Relief Organization, Norwegian Project Office-Rural Rehabilitation Association for Afghanistan, Organization for Relief Development, Organization of Human Welfare, Reconstruction and Social Services for Afghanistan Organization, Sanayee Development Organization, Shafaq Reconstruction Organization, Social Service Organization for Afghan Returnees, United Methodist Committee on Relief, Voluntary Association for the Rehabilitation of Afghanistan, Warchild Royaume-Uni, Watan Social and Technical Services Association

Partenaires opérationnels

Organismes gouvernementaux :

Ministère de l'Eau et de l'Agriculture, ministère de la Condition féminine, ministère de la Justice, ministère de la Planification et du Développement en milieu urbain, ministère de la Réhabilitation et du Développement en milieu rural, ministère des Affaires étrangères, ministère du Travail et des Affaires sociales

ONG :

ACBAR (Agency Coordinating Body for Afghan Relief & Development), Comité international de secours, Conseil danois pour les réfugiés, Conseil norvégien pour les réfugiés

Autres :

Banque asiatique de développement, Banque mondiale, BCAH, Centre de coordination de la lutte anti-mines en Afghanistan (UNMACCA), OIM, OIT, ONU Femmes, PAM, PNUD, UNMAS, UNICEF

Coordination

Le Ministère des réfugiés et du rapatriement et ses départements provinciaux demeureront les principaux homologues gouvernementaux du HCR en Afghanistan. Le Haut Commissariat révisé actuellement son partenariat avec le Ministère en vue d'intensifier le renforcement des capacités axées sur les résultats pour faire avancer les objectifs mutuels à compter de 2014.

Le HCR consolidera son travail de plaidoyer avec les ministères de tutelle et, en particulier, avec le Ministère de la réhabilitation et du développement en milieu rural, ainsi que l'Équipe des Nations Unies dans le pays pour faciliter la réintégration durable. Le groupe ministériel présidé par le second Vice-Président du pays stimulera encore ce travail en 2014.

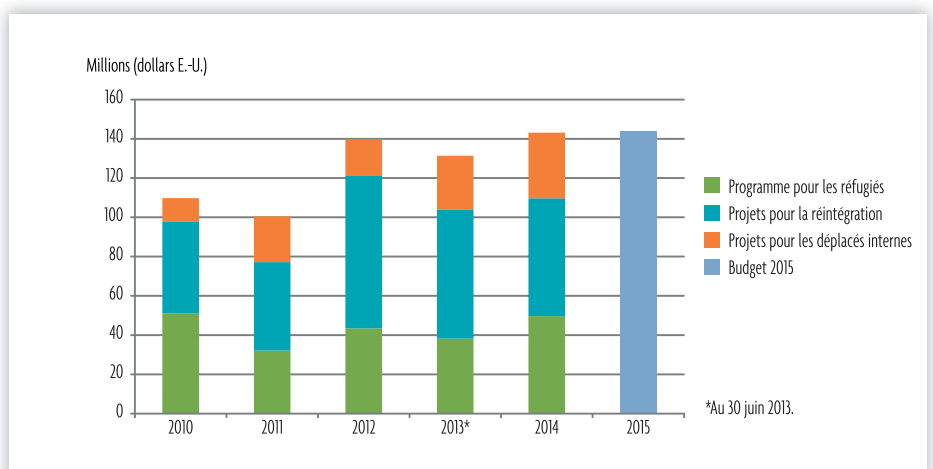
L'Organisation continuera également son travail au sein de l'Équipe humanitaire dans le pays et elle dirigera les modules de la protection et des abris d'urgence/des articles non alimentaires. Le HCR maintiendra son rôle de cochef de file de l'équipe spéciale sur les déplacés relevant du Ministère des réfugiés et du rapatriement.

| Informations financières |

Ces dernières années, les besoins financiers de l'opération du HCR en Afghanistan ont enregistré une augmentation globale, culminant à 139,7 millions de dollars E.-U. en 2012, avec 94 500 rapatriements de réfugiés. En 2013, avec la diminution des chiffres des rapatriés qui se prolonge à ce jour, le budget a accusé un recul, le budget révisé pour 2013 s'élevant à 131,4 millions de dollars E.-U.

En 2014, les besoins financiers pour l'Afghanistan sont fixés à 143,1 millions de dollars E.-U., soit une augmentation de 11,8 millions de dollars E.-U. par rapport au budget 2013 révisé, et ce en raison d'une hausse anticipée des déplacements liés au conflit.

Budget pour l'Afghanistan | 2010–2015



Budget 2014 pour l'Afghanistan | dollars E.-U.

Répartition budgétaire	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 3 Projets pour la réintégration	PILIER 4 Projets pour les déplacés internes	Total
Budget 2013 révisé (30 juin 2013)	38 231 787	65 790 765	27 352 674	131 375 226
Environnement de protection favorable				
Droit et politique générale	1 894 985	0	1 752 042	3 647 026
Accès à l'assistance juridique et recours	0	2 670 468	4 056 125	6 726 593
Sous-total	1 894 985	2 670 468	5 808 166	10 373 619
Sécurité face à la violence et à l'exploitation				
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle (prévention et réponse)	0	1 766 449	2 412 160	4 178 609
Sous-total	0	1 766 449	2 412 160	4 178 609
Besoins de base et services essentiels				
Santé	2 751 969	2 286 449	1 305 731	6 344 149
Eau	0	3 655 725	2 027 042	5 682 766
Abris et infrastructure	0	22 985 449	7 420 731	30 406 180
Articles ménagers de base	1 434 985	3 850 725	1 752 042	7 037 751
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	0	1 131 725	1 927 042	3 058 766
Éducation	0	3 411 449	2 161 426	5 572 875
Sous-total	4 186 954	37 321 521	16 594 012	58 102 488
Autonomisation et autogestion communautaires				
Autosuffisance et moyens d'existence	0	6 951 449	3 120 731	10 072 180
Sous-total	0	6 951 449	3 120 731	10 072 180
Solutions durables				
Retour volontaire	42 171 904	0	0	42 171 904
Réintégration	0	3 451 449	0	3 451 449
Intégration	0	0	3 754 484	3 754 484
Réinstallation	1 368 985	0	0	1 368 985
Sous-total	43 540 888	3 451 449	3 754 484	50 746 821
Direction, coordination et partenariats				
Coordination et partenariats	0	1 670 468	1 752 042	3 422 510
Sous-total	0	1 670 468	1 752 042	3 422 510
Appui à la logistique et aux opérations				
Logistique et chaîne d'approvisionnement	0	4 802 174	0	4 802 174
Gestion des opérations, coordination et appui	0	1 450 725	0	1 450 725
Sous-total	0	6 252 898	0	6 252 898
Total du budget 2014	49 622 827	60 084 704	33 441 595	143 149 126